

Union européenne Vendredi 14 mai 2010

«Imposer plus fortement le capital»

Par Propos recueillis par Pierre-Alexandre Sallier

Agnès Benassy-Quéré, responsable de l'institut Cepii à Paris

Le Temps: Les politiques d'austérité condamnent-elles l'Europe à une décennie de croissance atone?

Agnès Benassy-Quéré: C'est évidemment le risque, même si, très vite, le débat va dépasser les déficits publics et porter sur le type de politique économique que l'on souhaite privilégier. La vision orthodoxe, défendue par l'Allemagne, a jusque-là semblé la seule voie possible: la clé du retour de l'activité résiderait uniquement dans la capacité des entreprises à être plus performantes, grâce à l'innovation et à la compression des coûts salariaux. Cette politique ne pourra cependant être généralisée à toute l'Europe. Car elle revient à soutenir des entreprises exportatrices dont le principal débouché reste d'autres pays européens. Ce qui ne suffira pas à faire repartir l'activité.

- Existe-t-il des alternatives?

- Bien sûr. Par exemple une coopération fiscale européenne, afin de s'entendre sur la meilleure façon d'augmenter la fiscalité, si l'on est contraint de le faire. On assiste un peu partout en Europe à une augmentation de la TVA. Mais la meilleure solution est-elle de taper sur la consommation? Ne vaut-il pas mieux imposer plus fortement le capital? L'argument selon lequel ceci pénalise l'investissement des entreprises est en partie fallacieux, l'investissement dépendant avant tout de la demande finale. Quant au risque de fuite des capitaux, il concerne surtout les petits pays, pas une Union de vingt-sept Etats. Les gouvernements disposent d'une fenêtre pour mettre à bien une telle réforme: tous ont besoin d'argent, et la colère de l'opinion publique envers le système financier reste intacte.

- De telles mesures risquent d'apparaître comme un reflet d'une certaine impéritie française face à la rigueur allemande.

- Paris va devoir également donner des gages de sérieux. En mettant sur les rails une réforme des retraites. Ou en intégrant des règles de gestion budgétaire dans sa Constitution. Même si, je l'admets, cette thématique de rigueur budgétaire n'est guère vendeuse lors d'une campagne électorale.

- Face à ces frictions, la solution ne réside-t-elle pas dans l'accélération de l'unification des politiques économiques en Europe?

- Ce qui reste déjà de cette crise, c'est l'intrusion plus importante des pays européens dans les affaires économiques de leurs voisins. On s'est rendu compte qu'une bulle immobilière en Espagne était loin de concerner uniquement les Espagnols. Mais, avant d'imaginer une «gouvernance» économique commune, beaucoup de mesures peuvent être mises en place. On peut imaginer le recours à l'émission d'euro-obligations par les Etats dont l'endettement ne dépasse pas 40, 50 ou 60% du PIB, leur permettant ainsi de bénéficier de taux d'intérêt moins élevés; les emprunts dépassant ce seuil devant en revanche être contractés indépendamment. Autre possibilité, la réforme des fonds européens de «cohésion» destinés aux régions en difficulté. Le Portugal a dû renoncer à un pont sur le Tage? Pourquoi ne pas imaginer que, lorsque les coupes budgétaires d'un pays dépassent un certain seuil, ces fonds soient dédiés à de telles infrastructures?